

L'EGLISE ET LA GREVE DE L'AMIANTE

De tous les conflits industriels survenus à date dans la province de Québec, la grève des mineurs de l'amiante est le plus important. La résistance et la détermination extraordinaires des grévistes; le soulèvement qui a conduit des centaines de travailleurs aux barricades dressées aux portes d'Asbestos; l'attitude du gouvernement provincial à l'endroit des Syndicats Catholiques; l'intervention du clergé catholique en faveur des grévistes et la mobilisation générale des fidèles catholiques dans tous les diocèses de la province de Québec, voilà autant de faits qui donnent à ce conflit une ampleur économique, sociale et politique considérable.

De plus, cette grève a des répercussions qui débordent les cadres de la province de Québec. Elle a fait l'objet d'éditoriaux dans les journaux bourgeois les plus importants du Canada tout entier. Sur le plan ouvrier, elle a suscité, à l'échelle pan-canadienne une solidarité prolétarienne qui s'est manifestée par l'envoi de messages et de contributions financières provenant des sections les plus variées du mouvement ouvrier au Canada.

ETONNEMENT DES BOURGEOIS

"Ce soulèvement qui prend place dans la province de Québec révèle-t-il la naissance de nouvelles tendances et de nouvelles directions", écrit le "Financial Post", organe du capitalisme canadien, dans son édition du 14 mai.

L'intervention du clergé a étonné beaucoup de monde, à commencer par Lewis Brown, le président de la Canadian Johns Manville, qui, faisant un rapport aux actionnaires de la compagnie, déclare ce qui suit: "Il est surprenant, et c'est là une source de désappointement, de constater que certains représentants de l'Eglise paraissent appuyer les chefs de la grève qui semblent avoir l'intention d'y surper les fonctions de la direction et, de cette façon, affecter injustement les droits à la propriété de milliers de propriétaires qui ont placé leurs économies dans notre mine, notre moulin et notre usine. L'impasse actuelle est d'autant plus étonnante que les représentants de l'Eglise, dans le plus pur souci de dévouement, ont encouragé la formation des syndicats, dans le but de combattre

le radicalisme".

Toute l'école nationaliste, depuis "Le Devoir" jusqu'au chancine Groulx en passant par les Jeunes Laurentiens, appuie sans réserve la grève de l'amiante. On est bouleversé, dans certains milieux du Québec et du Canada, de voir que les éléments qui jusqu'ici avaient rivalisé avec les compagnies dans leur condamnation du radicalisme ouvrier et des unions à caractère international comme le CIO et l'AFL, appuient cette grève -- la plus formidable explosion de la lutte des classes ayant jamais secoué les assises du régime capitaliste dans Québec.

Les tendances politiques et les attitudes passées et présentes des éléments qui appuient la grève ne changent absolument rien au fait que cette grève est l'expression d'une lutte pour des objectifs d'ordre économique qui ne diffèrent aucunement des revendications mises en avant par le CIO-CCL ou l'AFL. Fondamentalement, cette grève a pour but d'améliorer les conditions de travail et les salaires des ouvriers de Thetford-Mines et d'Asbestos.

Mais le degré extraordinaire de combativité des grévistes est aussi l'expression du vouloir-vivre collectif des masses canadiennes-françaises, section la plus exploitée du prolétariat canadien. C'est une protestation contre l'état d'infériorité économique où se trouvent placés les ouvriers de la province de Québec exécutant pour des salaires inférieurs à ceux des ouvriers des autres provinces du Canada un travail semblable à celui

effectué par ces derniers.

Donc, si on tient compte du fait que les ouvriers de l'amiante font partie d'une organisation nationaliste et provincialiste comme les Syndicats Catholiques; que leurs salaires sont inférieurs à ceux des mineurs de l'Ontario et de la Colombie Britannique, il est facile de comprendre qu'à la conscience de classe éveillée par l'exploitation économique vient s'ajouter le sentiment national. Des ~~entreprises~~ comme "compagnies dirigées par des capitalistes étrangers" ne sont pas tout simplement employées au hasard quand on les trouve dans la bouche du chef des Syndicats. Les remarques que des grévistes ont adressées aux représentants de la presse de langue anglaise lorsqu'ils les ont priés de "parler en français parce que vous êtes dans un pays français", ces remarques traduisent quelque chose.

LE CLERGE ET LES SYNDICATS

Les Syndicats Catholiques sont l'expression d'une unité ouvrière limitée à la province de Québec. Les Syndicats expriment au sein de la classe ouvrière les aspirations combinées de l'Eglise Catholique et du nationalisme canadien-français. Les Syndicats sont la base prolétarienne de ces forces.

Mais l'Eglise doit tenir compte du fait que les Syndicats Catholiques sont un rassemblement ouvrier et que ses membres ont des problèmes dont la solution est indépendante des revendications d'ordre purement national. Ces problèmes sont d'ordre économique. En d'autres mots, la reconnaissance la plus vaste possible des aspirations culturelles et démocratiques canadiennes-françaises ne peut résoudre les problèmes économiques quotidiens de la classe ouvrière.

L'EGLISE ET LES REFORMES

L'Eglise est obligée de tenir compte des problèmes économiques des travailleurs et de leur trouver une solution si

elle veut conserver sa base dans la classe ouvrière. C'est pourquoi elle a pris dans ce conflit une position ouverte en faveur des grévistes. D'ailleurs, cette position de l'Eglise dans Québec n'est que le reflet d'une tendance mondiale au sein de l'Eglise. Devant le rôle chaque jour plus prédominant de la classe ouvrière, l'Eglise cherche à pénétrer les mouvements ouvriers afin de les utiliser à son profit.

L'Eglise sait que le capitalisme mondial est aux prises avec des problèmes insolubles et qui renferment des possibilités de soulèvement révolutionnaire. C'est pour essayer de parer à la révolution socialiste --qui signifierait sa fin-- que l'Eglise se fait le champion de certaines réformes. Intéressée à la sauvegarde de ses intérêts matériels et à sa propre survivance, l'Eglise offre une solution qui a pour but de retenir l'apui des masses. Ces masses, c'est avec l'opium du réformisme que l'Eglise entend les endormir pour les mieux contrôler.

L'EGLISE ET LES NATIONALISTES

Dans la province de Québec, les besoins de l'Eglise coïncident avec les aspirations politiques des éléments nationalistes petits bourgeois. Anti-socialistes, ils sont prêts, pour conserver une influence politique sur la classe ouvrière de cette province, à proposer des réformes qui semblent assez audacieuses. Le Bloc Populaire a été jusqu'ici la position la plus nette encore prise par la petite bourgeoisie nationaliste. L'accomplissement d'un programme tel que celui du Bloc ne peut pas admettre l'existence d'organisations ouvrières unifiant les ouvriers de Québec au reste du prolétariat d'Amérique. En effet, dans un tel régime politique et économique --un état corporatiste québécois-- il est inconcevable d'avoir une classe ouvrière à la fois "intégrée dans la nation" (l'expression est du secrétaire des Syndicats

Catholiques) et faisant partie d'une organisation pan-canadienne ou internationale.

C'est pourquoi l'Eglise et les éléments nationalistes font l'impossible pour amener la victoire des Syndicats dans la grève de l'amiante. Une défaite des Syndicats signifierait un affaiblissement considérable de cette organisation et partant un affaiblissement de l'Eglise et des forces nationalistes.

UN ASPECT POSITIF

Mais en dépit des motifs de l'Eglise, son intervention a un aspect positif. Son appel a mobilisé des milliers de personnes qui jusque là ignoraient le premier mot du syndicalisme et des luttes ouvrières. L'Eglise a fait cent fois plus pour la grève que tous les bureaucrates ouvriers réunis, ayant de ce fait acquis un prestige énorme aux yeux des ouvriers. Aucun militant, même révolutionnaire, ne saurait, dans ces circonstances, s'opposer à l'appui de l'Eglise et des forces qu'elle seule peut mobiliser. Il s'agit d'avoir l'oeil ouvert et de souligner d'une façon critique le rôle de l'Eglise.

OU EN EST LA GREVE ?

A la suite de la faillite des pourparlers de Québec, où les bureaucrates n'ont pas réussi à régler la grève à bon marché, les ouvriers ont eu recours à l'action directe contre les scabs et contre la police provinciale. Ils ont démontré que le prolétariat de Québec était capable d'action militante. Ils ont eu recours à cette solution parce qu'ils ne voyaient pas, dans l'isolement où ils se trouvaient, d'autre solution - sans compter que cette action a été directement provoquée par la compagnie et par la police provinciale.

Quelle a été la réaction des chefs des Syndicats à la suite de ces événements? Ils se sont désolidarisés des

grévistas en déclarant qu'ils regrettaient ces incidents.

La police provinciale a ensuite procédé à des arrestations en masse, infligeant aux prisonniers un traitement qui n'a de comparable que les méthodes des régimes fascistes. On a menacé les grévistes, on leur a fait subir des interrogatoires style troisième degré, on les a détenus sans mandat, on les a privés des prérogatives les plus élémentaires que prévoit le droit bourgeois, bref, on a fait tout ce qui pouvait se faire pour les "briser".

CE N'EST PAS UNE BATAILLE LEGALE

Conscients, après ces événements, que le gouvernement avait décidé de briser cette grève et que, chose certaine, il ne consentirait jamais à servir d'intermédiaire pour amener un règlement favorable aux travailleurs, les chefs des Syndicats Catholiques sont néanmoins restés sur leurs positions et la grève reste isolée.

Les chefs des Syndicats, comme l'indiquent les journaux du jour, ont décidé de porter la bataille sur le plan légal: on va poursuivre la Canadian Johns-Manville.

Nous affirmons que ces poursuites contre la compagnie ne peuvent que distraire l'attention des ouvriers, créer chez eux l'illusion qu'on peut gagner une telle bataille par des moyens légaux et, ainsi, préparer leur démoralisation finale.

La grève de l'amiante reste le problème central sur le front ouvrier à l'heure actuelle dans la province de Québec. Cette grève peut être gagnée.

Il faut que les militants -- dans les Syndicats, le CIO-CCL et l'AFL -- exigent de leurs chefs la poursuite d'une politique de front unique.

Duplessis et les compagnies céderont à la première manifestation d'envergure engageant les trois mouvements ouvriers.